

# ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

## HONGRIE

### Dernier verdict dans un procès spectacle

**Le 20 septembre, nous nous sommes rendus pour la troisième fois au procès contre Ahmed Hamed à Szeged, au sud de la Hongrie, en tant qu'observateurs internationaux. Ce Syrien avait été arrêté en septembre 2015, lors des confrontations autour de la fermeture de la frontière hongro-serbe.\***

**Une fois de plus, nous avons considéré ce procès comme un scandale.**

Il semble pourtant que la pression internationale venant de différents côtés a eu de l'effet, puisque Ahmed H. pourrait être libéré dans quelques mois. Nous remercions toutes celles et ceux qui ont envoyé une lettre de protestation aux ambassades hongroises. Voici la déclaration de notre délégation après le verdict à Szeged:

Le 20 septembre 2018, nous étions de nouveau présents à Szeged, dans le sud de la Hongrie, en tant qu'observateurs du procès contre le Syrien Ahmed Hamed. En septembre 2015, Ahmed H. accompagnait ses parents et d'autres membres de sa famille dans leur fuite, de la Syrie vers l'Europe. C'est par nécessité qu'il a agi lorsque des affrontements violents ont éclaté entre les réfugiés et la police après la fermeture soudaine de la frontiè-

re hongroise. Par la suite, il a été arrêté et décrit comme un «meur».

En première instance d'un procès expéditif, Ahmed H. a été condamné à dix ans de réclusion pour «terrorisme». Lors de la révision du procès en mars 2018, à laquelle nous étions également présents, la peine initiale a été réduite à sept ans mais l'accusation de terrorisme a été maintenue.

Les audiences de deuxième instance se sont maintenant déroulées devant la cour d'appel de Szeged. Après les réquisitions du parquet et le plaidoyer de la défense ainsi qu'un témoignage final de l'accusé, les trois juges ont annoncé la condamnation.

Bien que le parquet ait persisté à demander une lourde peine allant de quatorze à vingt-cinq années

d'emprisonnement, les juges ont de nouveau réduit la peine prononcée en première instance, à cinq ans cette fois-ci. La cour d'appel a considéré qu'il était avéré qu'Ahmed H. s'est impliqué dès le début dans les protestations contre la fermeture de la frontière en cherchant le dialogue et a aidé des personnes blessées, mais qu'après plusieurs heures il a jeté 5 pierres sur les policiers postés de l'autre côté de la clôture après que ceux-ci aient fait un usage massif de gaz lacrymogènes et de canons à eau contre des personnes âgées et des enfants.

L'accusé aurait finalement exigé, en faisant usage de la violence et contre la volonté de la direction de la police, de pénétrer illégalement sur le territoire hongrois, tentant ainsi d'obliger les agents de l'Etat à ouvrir la frontière. Ceci est à nos yeux une construction qui ne tient pas debout et qui sert à légitimer l'accusation de «terrorisme». En Hongrie, le terrorisme est puni d'une peine minimale de dix ans. La cour d'appel est allée (comme au recours en première instance) en dessous de cette peine minimale, prenant en compte des circonstances atténuantes.

Mais Ahmed H. est aujourd'hui considéré comme un terroriste, pour 5 pierres jetées à une distance de 30 mètres sur un cordon de police, projectiles qui n'ont ni touché ni encore moins blessé qui que ce soit.

En tant qu'observateurs internationaux, nous sommes profondément choqués par cette condamnation. Ce jugement montre de nouveau que le procès était politique depuis le début. Ahmed H. devait servir de bouc émissaire pour justifier la haine des réfugiés et la politique raciste du gouvernement hongrois. Ahmed H. demeure gravement stigmatisé. Que les juges aient accepté de jouer ce jeu montre leur peu d'indépendance vis-à-vis du gouvernement Orban. L'utilisation extensive dans le jugement de la notion de terrorisme ouvre la porte à la criminalisation des réfugiés et de celles et ceux qui les soutiennent, ainsi que des potentiels mouvements sociaux critiques à l'égard du gouvernement.

Europäisches BürgerInnen Forum, 4001 Basel  
AZB 4001 Basel

Ahmed H. est depuis trois ans déjà soumis à un régime de détention préventive sévère. La cour a aujourd'hui tenu compte de ces trois ans dans la peine prononcée de cinq ans. L'accusé est par ailleurs interdit de territoire pour dix ans et doit prendre à sa charge la majeure partie des frais de procédure. Ahmed H. sera libre après s'être acquitté des deux tiers de sa peine. A noter que les juges ont demandé le transfert d'Ahmed H. à un régime pénitentiaire de droit commun et, si sa bonne conduite se poursuit, il pourra être libéré dans quatre mois.

Nous nous réjouissons en pensant au moment où Ahmed H. pourra enfin retrouver sa femme et ses enfants. Ce sera la fin d'une tragédie kafkaïenne qui a visibilisé de manière éclatante la collusion entre un pouvoir politique brutal et une justice complaisante.

C. Braun (CH), C. Römer (D)  
et M. Rössler (CH, D)  
Forum civique européen,  
Bâle et Cercle d'Amis  
Cornelius Koch, Delémont  
G. Ehrler (CH), avocat, mandaté  
par les Juristes Démocrates  
de Suisse

\* voir Archipel Nr. 267 et 273



Michel Elmgreen et Ingar Dragset, *Powerless Structures*, 1998

# C'est déjà quelque chose

**Le 1<sup>er</sup> septembre 2013 démarraient en Roumanie les grandes manifestations pour sauver Rosia Montana. Dans ce village des montagnes Apuseni, une clique d'entrepreneurs, de mafieux, de politiciens et d'agents des services secrets voulaient éliminer deux mille ans de culture pour quelques tonnes d'or. Les montagnes, les forêts, les animaux et les humains devaient disparaître. A l'époque, quelques habitant-es, soutenus par de nombreux-es ami-es se sont opposés à ces plans, faisant descendre le pays entier dans la rue. Ce furent des événements décisifs pour la Roumanie. Qu'en reste-t-il aujourd'hui?**

«Ce fut un tournant pour notre génération. Dans la rue, nous avons appris ce que signifient démocratie et solidarité. Rosia Montana et ses habitant-es nous ont donné la chance de nous trouver nous-mêmes.» Ainsi s'exprimait l'une de mes connaissances, d'une manière un peu pathétique, mais c'était bien les manifestations de l'«automne roumain» qui nous ont apporté ces expériences. Je les ai rejointes. Dans ma jeunesse, j'ai pris part activement aux manifestations de 1989 en RDA. Quand je suis arrivé en Roumanie, ce fut pour moi un retour en arrière: derrière le mur de la forteresse Europe, dans un pays d'émigration.

«La mamaliga<sup>1</sup> n'explose pas». C'est la réponse qu'on me donne à la question concernant la tolérance des habitant-es face aux autorités kleptocrates. Mais la résistance obstinée de quelques douzaines d'habitant-es a été lentement mais sûrement entendue depuis 2002. Personne n'est resté insensible au fait que ces Tarani<sup>2</sup> ont trouvé une voix pour s'opposer aux tirs de

barrage incessants de la politique et des médias. Les bavardages habituels au sujet de la richesse des paysages, des emplois et de la promesse d'une restitution parfaite une fois l'exploitation de la mine terminée n'ont pas été suffisamment convaincants. Comme si cela pouvait autoriser la réalisation du projet de mine d'or. Le Parti Social Démocrate (PSD) a cru pouvoir faire confiance à un bloc monolithique que son organisation a mis en place en rendant les gens dépendants. Fin août 2013, les députés du PSD soumettaient au parlement une loi d'exception qui permettait enfin le démarrage du projet.

Le camp conservateur-centriste devait alors compter sur la masse critique des électeurs – ses politicien-nes ne pouvaient pas autoriser un pareil projet, même si illes en faisaient une grande publicité.

Illes se sont tous et toutes trompés. Alors qu'à Sibiu, seuls quelques douzaines d'activistes avaient été mobilisés par des flash mobs, le 1<sup>er</sup> septembre, plus de mille manifestant-es étaient rassemblés. Nous avons distribué des feuilles photocopiées en dernière minute avec des extraits de lois sur les manifestations et les rassemblements, pour que tout le monde sache que nous étions dans notre bon droit. Un policier relevant les identités s'est déclaré irrité par la lecture des textes de loi et a arrêté de le faire: «Je dois d'abord appeler mon chef». Ce n'était qu'un début. Les semaines et les mois suivants, des masses de gens ont défilé dans la rue, même dans les petits villages. La présence des drapeaux rouge-jaune-bleu et de l'hymne national était pénible mais tolérée, les voix ouvertement nationalistes contre les investisseurs étrangers et les portraits des saints étaient un compromis douloureux. Tout le monde était là et la loi est restée un brouillon. Pour la première fois en Roumanie, la société civile avait percé.

## La croissance à tout prix

Depuis la chute du dictateur national-communiste Ceaucescu en décembre 1989 et la prise du pouvoir par les seconds couteaux, un seul principe était valable: la croissance économique à tout prix. Chaque pas en direction d'une démocratisation s'est effectué sous ce diktat. Les partis politiques se sont développés – à chaque fois avec des programmes socio-démocrates et une pratique néolibérale brutale, exécutante d'un capitalisme politique. Les infrastructures sociales existantes ont été détruites, surtout dans les zones rurales, et de larges parts de la population se sont retrouvées livrées à elles-mêmes. Près de la moitié des employé-es travaillent aujourd'hui pour un salaire minimum garanti d'à peine 260 euros – selon Eurostat, 99% des Roumain-es gagnent moins de 780 euros par mois. Face à cette réalité et à d'énormes obstacles, l'idée de lever des impôts et les rêves les plus prudents de redistribution des richesses ont vite été balayés.

Les manifestations pour Rosia Montana ont été suivies deux ans plus tard par une nouvelle grande mobilisation, cette fois contre la corruption, déclenchée par un incendie dans le Bucarester Club #colectiv qui a fait plus de 60 victimes, surtout des jeunes. Les gérants avaient maintenu leur autorisation d'exploiter avec la méthode habituelle de graisser la patte et garder le silence. Un titre de chanson du groupe Goodbye to Gravity, en concert lorsque l'isolation acoustique du club a pris feu, provoquant des lésions dans les poumons des spectateurs, est devenu le slogan de la protestation: *The day we give in/ will be the day we die*<sup>3</sup>. Le gouvernement de Ponta a démissionné et un gouvernement d'experts dirigé par Ciolos, ancien commissaire européen de l'agricul-

ture, lui a succédé. Pour moi – et de nombreux amis – la longévité de ce gouvernement (à peine douze mois) était une nouvelle victoire de la rue dont une qui avait fait auparavant tant de victimes: soudain, des règles du jeu seraient conservées; il y avait, du moins au plus haut niveau, des autorités qui consultaient les citoyen.ne.s; les annonces ont été conservées, même si parfois il a fallu mettre la pression. A cette époque, de nombreuses personnes parties précédemment à l'étranger sont rentrées en Roumanie. Elles croyaient pouvoir faire quelque chose dans leur pays d'origine. Bien sûr, c'était un gouvernement libéral, mais avec qui il était quand même possible de discuter et d'apporter des contradictions. Après une réserve initiale, ce gouvernement a posé la candidature de Rosia Montana au patrimoine mondial de l'Unesco.

## La corruption, un mal unique?

Lors de l'éclatement de la crise économique, le PSD avait déjà compris qu'il devait se retirer de la politique gouvernementale pour pouvoir ensuite, comme le phoenix renaissant de ses cendres, apparaître aux élections comme le sauveur. Il est, en 2016, le parti le plus fort et le partenaire de coalition dominant. Toutefois, avec le USR<sup>4</sup>, pour la première fois a émergé un parti extérieur aux structures de kleptocratie avec presque 10% des sièges au parlement. Le PSD a atteint la majorité surtout grâce aux notables du parti libéral ALDE de l'ex-Premier-ministre Tariceanu. Le PSD a été largement élu surtout dans le sud et l'est du pays. Le fait qu'il y disposait d'une stabilité croissante ne peut pas seulement être imputé selon moi à la loyauté de ses barons locaux. Dans les zones reculées et marquées par la ruralité de la vieille Roumanie, la pauvreté

### Archipel

Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le  
Forum Civique Européen

Octobre 2018 - No 274  
Prix du N°: 4 euros/7FrS  
Abonnement annuel: 40 euros/60FrS  
Commission paritaire N° AS 75136  
ISSN 1247-8490  
Directrices de Publication:  
Joëlle Meunier, Constanze Warta  
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich  
Forum Civique Européen  
Association loi de 1901  
www.forumcivique.org

**France:**  
St Hippolyte, F-04300 Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fce\_archipel@orange.fr

**Suisse:**  
Boîte Postale 1848 CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

**Autriche:**  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/ •elezna Kapla  
Tél.: 43 (0)42 38/87 05  
austria@civic-forum.org

**Allemagne:**  
Ulenkrug, Dorfstr. 68  
D-17159 Stubbendorf  
Tél: 49 (0) 39959 23881  
ulenkru@t-online.de

**Ukraine:**  
vul. Borkanyuka 95  
UA-90440 Nijné Sélichthché, Zakarpatia  
ua@forumcivique.org



Liza May Post, Trying, 1998

est beaucoup plus grande et la mobilité des habitant-es très faible: la dépendance ressentie vis-à-vis du maire est un motif de choix électoral. Pour qui n'a rien à perdre et ne connaît pas d'alternative, il est difficile de s'imaginer pourquoi la corruption est un tel mal. Toutes les protestations anti-corruption, même si elles sont justifiées, souffrent d'un manque important: elles diabolisent uniquement la corruption et avec elle le PSD – les questions sociales ne sont pas posées. Seulement quatre sur les 329 député-es qui siègent au parlement ont voté contre le durcissement justifié par des chiffres hallucinants du régime des aides sociales; le nouveau USR s'est placé du côté des ennemis de la pauvreté. Je connais des cas exemplaires. Par exemple, celui d'une femme du village élevant seule ses enfants qui a dû bien réfléchir avant d'accepter un travail – souvent mal payé – dans la commune. Si elle décidait de refuser, elle perdait immédiatement les 60 euros d'aide sociale pour elle et ses enfants. Je ne vais plus à ces manifestations avec drapeaux et hymnes qui conspuent la corruption alors que la pauvreté est passée sous silence. Le PSD est dirigé depuis l'été 2015 par Liviu Dragnea. Il est le véritable homme fort du pays. En tant qu'homme de pouvoir, il doit s'imposer aux concurrent-es à l'intérieur du parti. Depuis son accession au gouvernement début 2017, il a congédié deux premiers ministres qui commençaient à s'émanciper par un vote de défiance. La numéro trois est depuis presque un an en fonctions – Viorica Dancila vient des partisans de Dragnea du district de Teleorman, c'est son seul signe particulier. Elle est la marionnette idéale pour un homme qui, en raison d'une condamnation pour fraude électorale, ne pouvait pas se présenter pour un poste au gouvernement. Dragnea peut se concentrer en même temps à la lutte contre le cabinet d'avocats anti-corruption DNA et le travail de sape de la justice. Puisqu'il est impossible que les parlementaires aillent en prison, selon un résumé de son discours, le DNA doit être nettoyé. Avec l'aide de la Cour constitutionnelle, le président de la république Johannis a été contraint de faire démissionner du DNA sa cheffe Laura Codruta Kövesi. Le ministre de la Justice, Tudorel Toader, statut de cire vivante à l'apparence effrayante de la nomenklatura des années d'avant 1989 a rejeté les premières candidatures considérées obtuses; à la deuxième tentative, il a voté pour la candidate qui avait rédigé sa profession de foi avec des citations de son programme politique. Tandis que j'écris ces lignes, elle n'est pas encore en

fonctions – mais il semble que la justice n'ait plus aucune chance d'être indépendante. Cela fait penser à Orban en Hongrie, Kaczynski en Pologne et aussi Erdogan en Turquie. Il en est ainsi: en plus de renforcer sa propre clientèle et de mettre la justice au pas, Dragnea et ses partisans ont recours à des théories du complot, de même qu'à des tendances nationalistes et homophobes. On parle d'un Etat parallèle constitué des services secrets et de forces étrangères qui tente de saper la majorité élue. La répression violente de la manifestation des Roumain-es de l'étranger à Bucarest le 10 août est vue comme la tentation d'un putsch, apparemment pas financé par Soros mais par d'obscures forces de l'étranger. Et enfin, le PSD s'efforce par tous les moyens de s'attacher la mouvance orthodoxe ultra-conservatrice: un référendum se tiendra le 7 octobre afin d'interdire le mariage pour tous dans la constitution. Si 30% des électeurs prennent le chemin des urnes, cette triste réalité est à prévoir. Il me reste l'espoir que les gens resteront à la maison ce jour-là. Et Rosia Montana? La demande d'inscription au patrimoine de l'Unesco a été retirée en juillet par le gouvernement pour permettre une évaluation de la situation au niveau national. Mais je soupçonne qu'il s'agit surtout de faire tomber le vent dans les voiles des investisseurs canadiens dans le cadre du procès qu'ils intentent au gouvernement roumain et qui pourrait lui coûter

jusqu'à 4 milliards d'euros en dommages et intérêts. Lors de ce procès seront cités des noms de personnalités du monde de l'économie et de l'administration qui, au-delà de la légalité, ont essayé de se couper une part du gâteau en or. D'ailleurs cela concernerait bien plus que les cercles du PSD. Et malgré tout, Rosia Montana reste important: pour moi et pour la Roumanie, peut-être – si on peut oser être optimiste. C'est là que s'est constituée la société civile roumaine, là que la critique a trouvé une voix. Là que la primauté de la croissance économique a été rejetée. Ceci a une grande valeur. Lors du 5<sup>e</sup> anniversaire de la manifestation de 2013, je me suis retrouvé avec quelques douzaines d'amis du petit mouvement Demos<sup>5</sup> au centre d'Apuseni. Nous avons fait la fête et dansé, discuté des grands thèmes actuels et écouté les gens sur la place du village. J'ai vu la manière dont les panneaux publicitaires de la Rosia Montana Gold Corporation perdaient leurs couleurs sur les ruines des fermes qu'ils ont achetées pour les détruire, et dans lesquelles de nouveaux habitant-es s'installaient au village. Après tout c'est déjà quelque chose. Du moins pour l'instant.

Jochen Lange  
FCE Roumanie

1. Polenta roumaine.
2. Petits paysans.
3. Le jour où nous abandonnons, nous serons morts.
4. Uniunea Salvati Romania: Union pour sauver la Roumanie.
5. Démocratie et Solidarité.

## NICARAGUA

# Un régime de terreur

**De 300 à 430 morts, plus de 2000 blessé-es, les opposant-es pourchassé-es, des centaines de disparu-es, plus de 300 personnes condamnées pour «terrorisme» à des peines allant jusqu'à plus de vingt ans de prison, les dirigeant-es du récent mouvement social passé-es à la clandestinité ou en exil, des milliers de Nicaraguayen-nés réfugié-es à l'étranger (23.000 rien qu'au Costa Rica à la fin juillet). Un véritable régime de terreur s'abat sur le Nicaragua.**

Ce régime de terreur règne depuis que le gouvernement Ortega a repris la main à la fin juin, après trois mois d'un mouvement social inédit dans ce petit pays d'Amérique centrale de 6 millions d'habitant-es.

Le 31 août, un jour après avoir rendu son rapport dénonçant les graves violations aux droits humains de la part du pouvoir, la mission du Haut-commissariat des Nations unies aux Droits Humains

(HCDH) a été expulsée du pays par le gouvernement.

Le mouvement social a débuté à la mi-avril avec des manifestations étudiantes contre l'incapacité du gouvernement à faire face à l'incendie de la réserve naturelle Indio-Maiz – et contre sa complicité supposée dans un contexte de sacage des forêts tropicales par des individus et groupes privés – puis avec des manifestations de retraité-es et d'étudiant-es contre

la réforme de la sécurité sociale (INSS). Mais, c'est la répression de ces manifestations qui a déclenché un mouvement social d'ampleur inédit dans le pays. En quelques jours, plus de 40 personnes (en majorité des étudiant-es) ont été abattues par les forces de police et des individus armés en civil et protégés par cette dernière, les blessé-es se comptant par centaines. Jamais dans l'histoire du Nicaragua, un tel massacre contre les étudiant-es n'avait été organisé. Il a généré une véritable révolte dans le pays, à l'ère des réseaux sociaux où vidéos et photos peuvent être visionnés par tous et toutes, en quelques heures.

Ce n'est certes pas la première fois que le pouvoir nicaraguayen réprime des mobilisations étudiantes, appuyé par des éléments armés en civil, mais jamais la répression n'avait été aussi forte. Le mouvement résulte aussi de mécontentements et de frustrations accumulées et étouffées depuis des années. Pour une grande partie de la jeunesse, les parents et grands-parents ont vécu et participé à la lutte contre Somoza et à la révolution sandiniste des années 1980. Elle a grandi imprégnée d'un référentiel historique de mobilisations, de participation à la vie du pays, d'espoir de changement... Cette jeunesse, ouverte sur le monde grâce aux réseaux sociaux, s'est aussi révoltée contre le pouvoir absolu du couple Ortega-Murillo (alors que Daniel Ortega est président de la République, son épouse, Violetta Murillo est vice-présidente). Une partie plus consciente, plus politisée, sensible aux questions écologiques et féministes, était également choquée par l'affaire du canal interocéanique (projet élaboré dans l'opacité la plus complète et impliquant des expulsions massives de terres au profit d'intérêts étrangers associés à l'oligarchie locale), la destruction de l'environnement et l'apathie, la complicité ressentie du pouvoir avec cette destruction ou encore l'alliance du pouvoir avec l'Eglise et la criminalisation de l'avortement.

La mobilisation sociale a rapidement pris de l'ampleur avec l'occupation des universités par les étudiant-es, plusieurs grandes marches pacifiques (jusqu'à plus de 300.000 personnes à Managua le 30 mai), puis l'établissement de centaines de barricades dans les villes et sur les routes à la fois pour faire pression sur le gouvernement et pour protéger les quartiers insurgés. Les mots d'ordre de justice pour les mort-es, de départ du couple Ortega-Murillo et d'organisation d'élections libres et transparentes se sont rapidement imposés. Une caractéristique essentielle du mouvement – qui constitue



également une faiblesse comme on le voit aujourd'hui dans la phase de répression – est son caractère spontané, le seul mouvement préexistant étant le mouvement anticanal regroupant paysan-nes et écologistes. Le mouvement étudiant et le mouvement social se sont par la suite peu à peu organisés et structurés, quoique l'actuelle phase de répression mette durement à mal ce processus de structuration.

Dès la fin juin, le gouvernement a commencé à désarticuler les barricades et reprendre possession des quartiers et villes insurgés, en s'appuyant sur la police et de plus en plus sur des groupes paramilitaires en civil bien organisés et équipés (véhicules, armes de guerre). Un élément fondamental de cette répression a été l'utilisation de ces armes de guerre pour tuer leurs cibles. Une fois cette phase en voie d'être achevée a débuté une phase de chasse aux opposant-es, et notamment aux leaders étudiant-es et paysan-nes, et de criminalisation du mouvement: perquisitions dans les habitations, enlèvements (qui avaient débuté cependant bien avant), vote d'une loi de criminalisation du mouvement permettant de jeter en prison des centaines de personnes et de les condamner à de lourdes peines sous l'accusation de «terrorisme» du fait de leur participation aux manifestations, de soutien matériel aux étudiant-es... Début août, une purge a été organisée dans la fonction publique et notamment dans les hôpitaux où plusieurs médecins qui avaient désobéi aux ordres de ne pas soigner les victimes de la répression ont été licenciés manu militari.

### Comment en est-on arrivé là?

C'est la question que beaucoup se posent, alors que le régime d'Ortega est issu de la révolution sandiniste des années 1980, révolution qui a mis fin à des décennies de dictature somoziste et qui a généré des espoirs et un mouvement de solidarité dans le monde entier. Rappelons que le Front Sandiniste de Libération Nationale (FSLN) a perdu les élections de 1990 et a alors cédé le pouvoir à une coalition d'opposition. Il est revenu au pouvoir en 2006 à la suite d'élections gagnées à la majorité relative après une quinzaine d'années de politiques néolibérales.

Les processus électoraux suivants ont manqué de transparence et de légitimité et Daniel Ortega a pu être réélu à un troisième mandat présidentiel en passant au-dessus de la Constitution et en muselant habilement toute opposition crédible (notamment l'interdiction de participation électorale des forces politiques susceptibles de constituer une véritable opposition). Daniel Ortega a construit son pou-

voir grâce à une alliance intervenue dès la fin des années 1980 avec le Parti Libéral Constitutionnaliste (PLC) – principal parti de droite – prévoyant un partage du pouvoir économique, politique, judiciaire et électoral entre le FSLN et ce dernier, une réforme électorale offrant la possibilité de victoire du FSLN aux élections présidentielles dès le premier tour sur la base d'une majorité relative et l'impunité de l'ancien président libéral et archicorrompu Arnoldo Aleman. Il s'est ensuite allié avec l'oligarchie, lui garantissant stabilité sociale, pérennité de sa domination de l'économie du pays et avantages multiples, notamment en matière fiscale ou à travers la possibilité d'exploiter les ressources naturelles et la main-d'œuvre bon marché. Cette oligarchie est issue aussi bien de l'oligarchie traditionnelle – oligarchie agraire et patronat – que d'une nouvelle oligarchie «sandiniste» qui s'est développée depuis les années 1990. Le gouvernement Ortega a enfin su consolider une alliance avec le capital étranger, y compris celui des Etats-Unis.

Dans le même temps, le régime a su développer une certaine vision de développement du pays, utiliser une partie de la richesse (notamment l'aide du Venezuela) pour investir dans des infrastructures (routes, chemins, électricité,...) et financer une politique sociale (aides au logement, santé,...) qui ont contribué à améliorer le niveau de vie pour une grande partie de la population, notamment dans les milieux populaires, les classes moyennes profitant par ailleurs de la croissance économique en général.

Finalement, le Nicaragua a connu une croissance économique soutenue et une stabilité sociale au cours de la dernière décennie. Elles reposaient cependant en grande partie sur des facteurs fragiles (coopération vénézuélienne désormais quasi interrompue, les migrations temporaires au Costa Rica, l'envoi de fonds des émigré-es, la création d'emplois dans la zone franche de Managua, extractivisme) et sur l'étouffement et la répression de toute opposition dangereuse pour le pouvoir. Même si le régime, issu de la Révolution sandiniste des années 1980, a gardé tout au long de la dernière décennie le soutien d'une partie significative de la population (30-40%), il avait au début des événements de ces derniers mois perdu toute légitimité démocratique aux yeux d'une grande partie de celle-ci. Ces événements et la tentative d'écrasement du mouvement social et du début de révolution citoyenne ont finalement marqué une véritable accélération dans la dérive autoritaire et dictatoriale du régime, avec une politique de répression et de terreur et la mobili-

### Ortega: un rempart contre l'impérialisme?

L'article de Laurent Levard sur le Nicaragua donne une vue d'ensemble sur la répression brutale du gouvernement d'Ortega et ses arrière-plans. Cependant ce régime continue d'être défendu par une partie de la gauche anti-impérialiste européenne et latino-américaine: cette dernière le considère comme un rempart contre l'impérialisme américain et une bienfaitrice des pauvres.

Ces défenseurs de la politique actuelle du régime nicaraguayen expliquent qu'une partie de l'opposition très hétérogène est organisée en bandes et commet aussi des atteintes aux droits humains. Ils défendent la thèse selon laquelle cette opposition est menée et manipulée par des forces impérialistes afin de déstabiliser le pays. Des considérations géostratégiques pourraient mener à cette hypothèse, comme dans le cas du Venezuela où existent en effet des tentatives de déstabilisation. Selon moi, ces opinions ne devraient pas servir à justifier la répression exercée par le régime et nier toute légitimation de la contestation.

La révolution sandiniste de 1979 a été porteuse d'espoir pour beaucoup de gens dans le monde entier, en Europe également. Partout se sont créés des comités de solidarité, et les personnes engagées se sont rendues sur place au sein de brigades internationales. Aujourd'hui, il existe encore des partenariats de comités, d'ONG et de communes avec des projets qui remontent à la révolution sandiniste. Les fondateurs et fondatrices du FCE en faisaient également partie. Comme le mouvement de solidarité d'alors dans sa complexité, les protagonistes de la révolution sandiniste ont montré des divergences après leur victoire. Il est extrêmement problématique que le président Ortega ait utilisé le sandinisme essentiellement pour établir son pouvoir personnel et celui de sa famille. Comment les gens engagés de l'époque et encore aujourd'hui pour le Nicaragua voient-ils la situation? Le débat est ouvert.

Michael Rössler  
membre du FCE

sation de forces paramilitaires rapplquant les pires dictatures d'extrême droite de l'Amérique latine.

Le mouvement social a été très affaibli avec l'arrestation, l'entrée en clandestinité ou l'exil de la plupart de ses dirigeant-es et le climat de terreur régnant dans le pays mais la mobilisation populaire se poursuit avec notamment de nouvelles marches au cours des mois d'août et septembre. Le Nicaragua s'apprête à vivre une des pires crises économiques de son histoire, avec le ralentissement de l'activité, l'insécurité généralisée et l'effondrement de l'activité touristique, dans un contexte où la coopération vénézuélienne n'est plus là pour fi-

nancer la politique gouvernementale. A travers le monde, les actions de solidarité de forces progressistes avec le peuple nicaraguayen ont commencé à s'organiser. Leur renforcement est indispensable, notamment à court terme pour faire pression sur le gouvernement nicaraguayen pour exiger la libération des centaines de prisonnier-es politiques.

Laurent Levard\*  
2 septembre 2018  
modifié le 23 septembre

\* Agroéconomiste, ancien enseignant-chercheur à l'Université Centraméricaine (UCA) de Managua, militant de la France insoumise, membre du Comité de Solidarité avec le Peuple du Nicaragua (CSPN)

## HAUT-PARLEUR

# Relaxe pour les 3+4 de Briançon

Nous relayons ici le message du comité de soutien transfrontalier aux 7 de Briançon.

Jeudi 8 novembre 2018 aura lieu à Gap le procès de 7 militant-es dont quatre français-es, deux Suisses et une Italienne. Ces personnes risquent 10 ans de prison et 750.000 euros d'amende. Il leur est reproché «l'aide à l'entrée sur le territoire français d'étranger-es en situations irrégulières, le tout en bande organisée» à l'occasion de la marche spontanée de solidarité

du 22 avril dernier, en réaction aux provocations racistes du groupuscule d'extrême droite Génération Identitaire.

Cette convocation groupée devant la justice fait suite aux nombreuses pressions et tentatives d'intimidation que subissent depuis de nombreux mois les personnes solidaires. Elle s'inscrit aussi dans un contexte de renforcement de la vio-

lence des politiques migratoires depuis de nombreuses années. Ce durcissement touche plus particulièrement les personnes en exil qui en sont les principales victimes (enfermements, renvois, délits de faciès, vols, passages à tabac, menaces à l'arme à feu, intimidations...).

La situation désastreuse et injuste qui prévaut à la frontière nous pousse aussi à adopter un regard critique sur les dysfonctionnements de cette société capitaliste et coloniale dont des milliers d'exilé·es subissent les conséquences.

Au-delà du soutien aux 7 personnes convoquées par la justice, nous tenons à ce que la solidarité qui se manifesterait lors de ces mobilisations soit une occasion de témoi-

gner notre solidarité aux personnes en exil perpétuellement criminalisées et déshumanisées, de dénoncer les violences et mécanismes sociaux dont elles sont victimes et de faire des propositions pour un monde plus accueillant pour toutes et tous.

A cet égard, nous appelons à un rassemblement de soutien le plus large possible le 8 novembre devant le tribunal de Gap ainsi qu'à des actions de soutien décentralisées partout, en amont et jusqu'à la date du procès! Les frontières sont humaines et non naturelles, à nous de les défaire!



Loris Cecchini, *Stage evidence*, 2000

## MEXIQUE

# Mexico, l'aéroport, Carlos Slim et Lopez Obrador

**Annulation ou non du gigantesque mégaprojet de nouvel aéroport à Mexico City? Depuis l'élection du «progressiste» Andrés Manuel Lopez Obrador à la tête du Mexique le 1<sup>er</sup> juillet dernier, la question hante quotidiennement les gros titres de la presse mexicaine. Bien qu'il ait martelé son opposition déterminée au mégaprojet et à ses désastreuses conséquences écologiques au cours des dernières années, le futur Président propose désormais d'organiser une «consultation citoyenne» le 28 octobre prochain pour décider de poursuivre ou non sa construction.**

Face à la pression du multimilliardaire Carlos Slim et devant l'ampleur des intérêts capitalistes en jeu, à peine élu, Lopez Obrador se prépare-t-il à retourner sa veste? Depuis Atenco, le Front des Villages en Défense de la Terre en appelle à la solidarité internationale.

### Un aéroport au lieu du dernier lac de la vallée de Mexico

Construire un gigantesque aéroport international en lieu et place de l'ultime résidu lacustre de l'ancien lac de Texcoco, c'est sur ce pari farfelu que s'édifie, depuis 4 ans déjà, le plus grand projet d'aéroport d'Amérique latine, pour un coût exorbitant de près de 13 milliards d'euros. L'impact environnemental et les dangers d'une catastrophe écologique majeure pour la ville de Mexico sont immenses. Mais pour mieux comprendre ce qui est actuellement en jeu, un retour en arrière s'impose...

Il y a bien longtemps, avant la colonisation espagnole des terres mexicaines entreprise par Hernan Cortés et ses conquistadores en 1521, l'actuelle «vallée de Mexico»

était constituée d'un ensemble de lacs alimentés par les rivières s'écoulant des volcans et des chaînes de montagnes environnantes, abritant une véritable civilisation lacustre au cœur de l'empire aztèque où coexistaient plusieurs centaines de milliers d'habitants. Tenochtitlan, capitale de l'empire, était alors construite sur une île protégée par d'énormes digues, tandis que d'autres villes s'éparpillaient sur les pourtours des zones lacustres, depuis Atzapotzalco à l'Ouest, jusqu'à Texcoco, à l'extrême Est, sans compter Coyohuacan, Tlalpan, Iztapalapa, Xochimilco ou bien Chalco, plus au Sud.

Mais le pouvoir espagnol colonial, dans une volonté explicite d'en finir avec cette civilisation lacustre, s'est obstiné depuis le XVI<sup>e</sup> siècle à creuser des canaux afin d'évacuer l'eau des lacs de la vallée de Mexico vers le fleuve Tula, au nord de la région, dans l'espoir de mettre la nouvelle ville coloniale de Mexico à l'abri des inondations. Les travaux d'assèchement furent plus tard intensifiés et poursuivis sous la dictature «scientifique» de Porfirio

Diaz, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, puis, après la seconde guerre mondiale, par la construction d'énormes tunnels sous la ville afin de drainer les eaux de pluie et les eaux usées et de les rejeter plus au nord, dans les rivières de l'Etat d'Hidalgo.

Depuis le début de la période coloniale, la ville de Mexico est donc profondément marquée par l'incroyable stupidité de la gestion des eaux de la métropole: tandis que de nombreuses parties asséchées de la vallée, désormais urbanisées, se trouvent confrontées à des problèmes d'inondations chroniques en période de pluie, un nombre considérable de quartiers se retrouvent confrontés au manque d'eau courante, toutes les eaux de surface étant drainées et évacuées depuis des siècles vers l'extérieur de la ville. Incapables de se recharger, les nappes phréatiques situées sous la mégalopole de près de 30 millions d'habitants se retrouvent en conséquence surexploitées, aboutissant à un affaissement continu de la ville de plusieurs dizaines de centimètres chaque année. Conséquence: la fragilisation et l'effondrement régulier des bâtiments et des infrastructures construites dans la métropole, le tout démultiplié par la forte activité sismique de cette région entourée de volcans...

Dans les années 1960, cependant, un ingénieur, Nabor Carillo, proposa de renverser le problème et, plutôt que d'assécher la vallée, de préserver les zones lacustres afin de permettre la reconstitution des nappes phréatiques et le retraitement progressif des eaux usées. C'est ainsi qu'en 1971, près de 10.000 hectares de marais situés à l'est de la ville, dans la zone la plus basse de la vallée, furent expropriés afin d'y reconstituer le dernier système lacustre de ce qui, bien longtemps auparavant, constituait le gigantesque lac de Texcoco. Mais devant la pénurie de terrains à proximité de la ville et face à la pression des grands promoteurs immobiliers, c'est sur ces terrains que le 22 octobre 2001, le président mexicain Vicente Fox

Quesada décidait que serait édifié le futur nouvel aéroport international de la métropole.

Ce fut alors le début d'une longue lutte menée par Atenco et les villages des environs contre l'expropriation de leurs terres agricoles et le désastre écologique qu'allait provoquer la construction du nouvel aéroport. Au bout d'un an de lutte acharnée, le Front des Villages en Défense de la Terre d'Atenco réussit toutefois à faire abandonner le projet et le décret d'expropriation des terres, arrachant une victoire saluée dans toute l'Amérique latine et jusqu'au cœur des manifestations antimondialisation qui avaient alors lieu dans le monde entier. Victoire bien malheureusement éphémère: depuis lors, la répression a eu le temps de s'abattre sur la résistance locale, entraînant son lot d'atrocités les 2 et 3 mai 2006 (plusieurs dizaines de femmes violées, qui demandent encore aujourd'hui justice et réparation auprès de la Cour Inter-américaine des Droits humains), de morts (Alexis Benhumea, 21 ans, et Javier Hernandez, 13 ans, tués par balle et par grenade explosive), et d'incarcérations arbitraires (plusieurs centaines de personnes, dont 13 condamnées à plusieurs dizaines d'années de prison, avant d'être finalement relaxées après 4 ans d'incarcération). Mais tout cela a déjà été conté à de nombreuses reprises...<sup>1</sup>

Ce qui a été paradoxalement bien moins documenté depuis lors, c'est la relance du projet en 2014 sous la présidence d'Enrique Peña Nieto, responsable de la tragique opération politico-militaire de mai 2006. Profitant de l'impact physique, psychologique et économique provoqué par la répression, le projet aéroportuaire fut en effet alors relancé sur les terres fédérales de l'an-

1. Différentes étapes de cette lutte ayant été documentées à plusieurs reprises, je préfère renvoyer ici aux vidéos et documentaires élaborés au fil de la lutte: *Tierra sí, aviones, no!*, de Gringoyo productions, *Romper el cerco* de Promedios, lettre-vidéo à la ZAD, sur [nadir.org](http://nadir.org), etc.

ciens lac de Texcoco, sans que la résistance locale ne réussisse alors à générer l'indignation suffisante pour mettre un frein localement à l'achat des consciences et aux travaux préliminaires de construction du nouvel aéroport.

Sous la pression de Carlos Slim, dont le gendre Fernando Romero se vit confier l'élaboration du projet en 2015, celui-ci prit toutefois une toute autre ampleur. Les plans urbanistiques présentés et élaborés par le consortium de Carlos Slim vont désormais bien au-delà de la construction d'un «simple» aéroport et envisagent de remodeler totalement tout l'est de la mégalopole dont le cœur serait constitué d'une véritable ville-nouvelle, dorénavant et déjà rebaptisée «Slim City» par ses détracteurs, sur les quelques milliers d'hectares de l'actuel emplacement de l'aéroport.

### Un aéroport pour «Mister Slim»

Principal promoteur et bénéficiaire de la construction du nouveau mégaprojet aéroportuaire de la ville de Mexico<sup>2</sup>, Carlos Slim reste relativement méconnu en dehors du Mexique... A la tête d'une des plus grosses fortunes mondiales, estimée à près de 55 milliards de dollars en 2017, il est pourtant une figure-clé du capitalisme actuel, au même titre que ses collègues et amis Warren Buffet, Georges Soros et Bill Gates, avec qui il ne cesse de multiplier les projets les plus inquiétants<sup>3</sup>. Au vu de son influence sur la politique mexicaine actuelle, un retour biographique critique sur le personnage s'impose. Au sein de la presse financière internationale et des grands médias commerciaux mexicains, s'est en effet diffusée l'image d'un fils d'immigrés libanais, modeste et travailleur, dont la trajectoire et la fortune seraient dues avant tout à ses talents de boursicoteur et à son don naturel pour le calcul mental. La réalité est cependant un peu moins politiquement correcte.

Fils d'un des principaux commerçants libanais du centre-ville de Mexico, c'est en 1965 que décolle réellement le destin de Carlos Slim, lorsqu'il décide de se marier avec la jeune Soumaya Gemayel Domit, héritière d'une des plus grosses fortunes libanaises du Mexique et de la tristement célèbre famille Gemayel à la tête, depuis 1936, de la principale formation chrétienne fasciste et anticommuniste du Liban, les «phalanges libanaises»<sup>4</sup>. Comme l'a récemment dévoilé le journaliste indépendant Diego Osorno, les parents des deux époux étaient non seulement des figures centrales de la communauté libanaise au Mexique, mais aussi les plus fervents partisans locaux de la formation d'extrême droite libanaise, dont Antonio Domit, père de Soumaya, s'ap-

pliquait à étendre les réseaux en Amérique latine avec l'aide d'un certain Julian Slim, jeune cadre de la police politique mexicaine... et frère aîné du jeune Carlos. L'union de sa fille avec le prometteur petit frère n'était alors pas pour lui déplaire, et c'est ainsi qu'un mois après sa mort fut célébré le mariage entre les deux conjoints<sup>5</sup>.

C'est à la suite de l'union entre ces deux familles que fut officiellement créé le désormais tentaculaire fonds d'investissement Carso (contraction de CAR-los Slim et de SO-umaya Gemayel) qui permettra par la suite à Slim de racheter un nombre incalculable de sociétés mexicaines, avec des fonds dont il serait bien difficile d'établir aujourd'hui s'ils provenaient de la fortune paternelle ou, autre hypothèse, de celle du puissant et riche clan libanais de son épouse. C'est en tout cas dans les années 1980, suite à la guerre civile libanaise durant laquelle les phalanges jouèrent un rôle des plus macabres, et alors que le Liban était dirigé par Amine Gemayel, l'un des cousins de Soumaya, que la mystérieuse fortune de Carlos Slim lui permit soudainement de racheter un certain nombre de grandes entreprises mexicaines telles que le service téléphonique national, alors privatisées par Carlos Salinas de Gortari, le président mexicain de l'époque. Depuis lors, le groupe Carso est devenu une holding tentaculaire, et la fortune de Carlos Slim n'a cessé d'enfler, au point de représenter en 2015, selon le quotidien mexicain *El Universal*, près de 6% du PNB mexicain.

Les avoirs capitalistes de Carlos Slim se déploient depuis lors dans tous les domaines: la gestion financière avec Inbursa, l'une des principales sociétés bancaires du Mexique, la téléphonie avec Telcel et America Mobil, l'un des plus grands groupes de téléphonie mondiale, l'exploitation minière avec Frisco Group, propriétaire de nombreuses mines au Mexique et en Amérique latine, l'industrie à travers les groupes Condumex, Nacobre et Carso Energy, de nombreuses boutiques et centres commerciaux à travers les groupes Sears et Sanborns, et, surtout, la promotion et la construction immobilière, à travers les sociétés Inmobiliaria Carso (centres commerciaux, logements, bureaux, hôtels, hôpitaux et campus...), CICSA (Carso Infraestructura y Construccion), IDEAL (Impulsora del Desarrollo y el Empleo en América Latina) et, depuis 2014, l'ancienne société catalane FCC, l'un des poids lourds mondiaux de la construction de gigantesques infrastructures.

Conception de l'aéroport par le cabinet d'architecte de son gendre, participation à son financement au



Siobhan Hapaska, *Perpetual*, 2001

travers de la banque Inbursa et des investissements de différents fonds de retraite privés sous sa gestion, construction d'une partie des infrastructures au travers des contrats attribués à ses sociétés CICSA, IDEAL et FCC... Par le biais de ses banques, de ses fonds d'investissement et de ses multiples sociétés de BTP, les bénéfices espérés par Carlos Slim suite à la construction du nouvel aéroport international de la ville de Mexico sont immenses.

Mais les ambitions de Carlos Slim vont bien au-delà: dès fin 2017, celui-ci exprimait publiquement son ambition de remodeler l'urbanisme de toute la partie orientale de la métropole autour du réaménagement des pistes d'atterrissage de l'actuel aéroport, désormais situé au cœur de la mégalopole. L'idée est d'y aménager un gigantesque boulevard comparable à l'actuel *Paseo de la Reforma* à l'ouest de la ville (équivalent mexicain des Champs Élysées parisiens), et d'édifier sur les terrains avoisinants de gigantesques nouveaux quartiers d'affaires, de tourisme, d'universités et de centres hospitaliers, dont la gestion et la construction seraient bien évidemment dévolus au secteur privé. Un projet dont l'impact économique serait, selon le magnat mexicain, «similaire à la construction, au début du XX<sup>e</sup> siècle, du canal de Panama».

Au vu des profits gigantesques que pourrait engendrer l'édification de cette «ville du futur», la promesse faite par Lopez Obrador au lan-

cement de sa campagne électorale de suspendre la construction de l'aéroport s'il était finalement élu à la tête du Mexique, posait en conséquence un sérieux problème à Carlos Slim et aux grands patrons mexicains...

Siete Nubes

11 septembre 2018, depuis la ville-monstre

2. Parmi les autres principaux promoteurs du projet, on trouve également Hipolito Gérard, beau-frère de l'ancien Président Carlos Salinas de Gortari, ou bien la famille mafieuse Hank Rhon, liée à Enrique Peña Nieto et au clan Atlacomulco.

3. En 1993, les fondations de Bill Gates et de Carlos Slim s'étaient par exemple associées afin de permettre l'ouverture à Texcoco d'un nouveau centre international de recherche génétique sur les variétés de blé et de maïs. Lié aux grands multinationales du secteur agroalimentaire, le CIMMYT encourage notamment la culture de nouvelles espèces transgéniques...

4. Il serait bien difficile de résumer ici en quelques lignes le rôle fondamental joué par les «phalanges libanaises» dans l'histoire du Liban et des guerres civiles qui l'ont secoué. Fondées par Pierre Gemayel, leader nationaliste issu d'une grande famille chrétienne maronite et admirateur des phalanges espagnoles et de Mussolini, les «phalanges» ont constitué l'une des principales forces politiques et paramilitaires du Liban, au parti pris résolument pro-occidental et farouchement anti-palestiniennes et anticommunistes. Parmi les nombreux attentats et massacres commis par leur formation paramilitaire durant la guerre civile, l'opinion publique retiendra principalement celui perpétré en 1982 à Beyrouth contre le camp palestinien de Sabra et Chatila (plusieurs milliers de morts).

5. *Slim: El mexicano más rico del mundo* de Diego Osorno, paru en 2016 en espagnol aux éditions Vintage Espagnol. Il faudrait bien plus d'espace pour réellement développer, mais l'information à ce sujet étant relativement rare, il me semblait important d'évoquer même brièvement l'origine et les connexions fascistes, anticommunistes et anti-palestiniennes du grand milliardaire mexicain.



## ALLEMAGNE

# Hambacher Forst: a-t-on franchi la ligne rouge?

**Quand les luttes sociales ne sont plus seulement portées par une partie marginale de la population mais par des personnes de tous les milieux qui s'y identifient et s'y engagent, elles peuvent alors conduire à des changements sociétaux. En Allemagne, il semblerait que ce pas important soit bientôt franchi en ce qui concerne l'arrêt de l'exploitation de la lignite.**

Depuis quelques semaines déjà, RWE<sup>1</sup> et le gouvernement de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie avaient planifié le dispositif d'évacuation de l'occupation du Hambacher Forst pour début septembre 2018<sup>2</sup>. (...) Le 13 septembre 2018, l'évacuation totale a commencé. Alors qu'une plainte du BUND<sup>3</sup> auprès du tribunal administratif supérieur de Münster était encore ouverte. Et alors que la commission dite «commission lignite»<sup>4</sup> n'a pas encore rendu son avis. Si ce n'est un cri, au moins des murmures à ce propos ont traversé la société et le paysage médiatique allemands. Juridiquement, les administrations ont mis en avant le manque de sécurité contre les incendies dans les cabanes pour pouvoir mener les expulsions. Cet argumentaire irrite et fait monter la grogne. La justice refuse toutes les procédures d'urgence visant à une interruption des expulsions. Le gouvernement du Land, ayant une majorité de représentant-es de la CDU<sup>5</sup> et du FDP<sup>6</sup>, a certainement développé un argumentaire juridique inattaquable afin de préparer le terrain pour permettre à l'entreprise RWE de détruire cette forêt. Face à cette alliance de l'Economie et de l'Etat, certains cercles militants posent la question de la nécessité et de la légitimité d'une désobéissance civile. Car seules des transformations sociétales fondamentales pourront être à même d'enrayer le changement climatique.

L'intervention a mobilisé 4000 fonctionnaires de police de toute l'Allemagne. Tous les jours, de nouvelles parties de la forêt étaient occupées par les forces de l'ordre. Avec l'aide de machines, elles ont délogé les occupant-es au sol et dans les arbres, mais aussi dans les tunnels, pour, finalement détruire les cabanes les unes après les autres. La réaction a été immédiate et elle a pris diverses formes. Des centaines d'activistes ont pris le chemin de la forêt pour soutenir les occupant-es sur place; une «promenade» dans la forêt a réuni près de 9000 personnes; une centrale à lignite à proximité du Hambacher

Forst a été bloquée pendant une journée; la représentation du Land de la Rhénanie-du-Nord-Westphalie à Berlin a été occupée; 500.000 personnes ont, en l'espace de quelques jours, signé une pétition de protestation et de nombreuses actions ont eu lieu un peu partout en Allemagne. Même le syndicat de la police s'est montré critique envers cette opération jugée pour le moins précipitée et le cours des actions RWE à la bourse a chuté.

Malgré toutes ces protestations, l'expulsion des occupant-es du Hambacher Forst a continué. Seul un tragique accident a interrompu ponctuellement l'intervention: le 19 septembre, un journaliste a fait une chute de 20 mètres à proximité des forces de l'ordre et a succombé à

ses blessures. Il suivait depuis de nombreuses années la lutte du Hambacher Forst. A ce jour, les circonstances exactes de l'accident restent encore confuses. L'ambiance est au deuil, à la stupéfaction et à la colère. Les instances étatiques semblent elles aussi paralysées. Quelques heures après l'accident, le gouvernement a suspendu les opérations «jusqu'à nouvel ordre», mais toutes les forces de police n'ont pas quitté les lieux. De très nombreuses actions de protestation sont prévues pour les semaines à venir. Que l'entreprise RWE veuille toujours défricher la vieille forêt de 12.000 ans du Hambacher Forst en octobre, rien n'est moins sûr.

Katherin Samstag

20 septembre 2018

Plus d'informations:

[www.hambacherforst.org](http://www.hambacherforst.org)

1. Rheinisch-Westfälische Elektrizitätswerk AG, une des trois grandes entreprises allemandes de production d'énergie électrique.
2. voir Archipel N° 272
3. Association allemande pour la protection de l'environnement et de la nature.
4. La «Commission pour le développement, le changement des structures et l'emploi» dite «Commission lignite» est composée de représentant-es du monde politique et économique et de la société civile. Elle a pour but de négocier la sortie de la lignite et de juguler politiquement le conflit.
5. L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne est un parti politique allemand, libéral-conservateur, au pouvoir actuellement avec la chancelière Angela Merkel.
6. *Freie Demokratische Partei*, Parti libéral-démocrate.

## QUESTIONS D'HIER ET DE DEMAIN

# Mai 1968, quelques repères historiques

**Le texte qui suit ne constitue pas une énième analyse de Mai 1968 et de ses conséquences. Il n'est pas non plus le fait d'un-e historien-ne. Son seul mérite serait de mettre (ou remettre) en mémoire la trame, non exhaustive évidemment, des «événements», assortie des traits qui nous ont paru importants. Nous avons dû faire des choix... (2<sup>ème</sup> partie)**

Le pavé sera le symbole des «journées de mai», tant comme projectile contre les Compagnies Républicaines de Sécurité qu'en termes de matériau pour les barricades ou, tout simplement, pavage des rues arpentées quotidiennement au cours des manifestations.

### Les premiers «événements» de Mai 1968

Le 2 mai, le doyen de Nanterre décide de fermer la faculté de Lettres pour la deuxième fois depuis le début de l'année à la suite, entre autres, des affrontements entre l'extrême gauche et les fachos (des

menaces de destruction des sujets d'examens, de divulgation des corrigés, de vols de dossiers et d'occupation des centres d'examens... pèseront également dans la décision).

Le 3 mai, l'UNEF<sup>1</sup> et le «Mouvement du 22 mars»<sup>2</sup> réagissent dans la cour de la Sorbonne. Le meeting dure... Etudiants du Parti Communiste Français (PCF) et révolutionnaires s'affrontent verbalement.

Quelques fascistes du groupe «Occident» contre-manifestent boulevard St-Michel. On s'arme dans la Sorbonne sur proposition des «Enragés» et l'UNEF organise un «service d'ordre». 1500 CRS et

gardes mobiles investissent alors le Quartier latin puis envahissent la Sorbonne. Pendant plus de 2 heures, les étudiants garçons sont embarqués par les policiers. Le Quartier Latin se soulève alors au passage des cars, malgré les appels au calme de l'UNEF et d'autres groupes d'extrême gauche. Quatre heures d'affrontements, 72 policiers blessés, 600 arrestations, 4 condamnations à de la prison ferme... Pour la première fois le cri «CRS-SS» est lancé par des milliers de voix. UNEF et SNESup<sup>3</sup> lancent alors un mot d'ordre de grève illimitée dans l'enseignement supérieur.

Une manifestation était déjà prévue le 6 mai. Elle promet d'être importante, d'autant que désormais la police occupe la Sorbonne et que 8 militants du «Mouvement du 22 mars» doivent ce jour-là passer en conseil de discipline (un «Enragé», Gérard Bigorgne, avait déjà été exclu en avril pour 5 ans de toute université!). Ainsi le lundi 6 mai, à l'encontre de la stratégie de l'UNEF et du SNESup, 16.000 manifestant-es (étudiant-es, lycéen-nes, professeur-es, chômeur/euses, ouvrier-es, «blousons noirs») affrontent pendant 16 heures d'affilée la flicaille, boulevard Raspail, dans des combats de rue extrêmement violents (voitures renversées, incendies, barricades, pillages de magasins...), boulevard St-Germain (487 blessés, dont de nombreux policiers). Les premiers drapeaux noirs fleurissent. La CGT, par la voix de Séguy, dénigre violemment les manifestant-es.

La presse et le spectacle politique pour lesquels un mouvement sans «leaders» ni «têtes pensantes» n'est pas envisageable vont créer trois «têtes d'affiche» médiatiques du mouvement: Jacques Sauvageot (président par intérim de l'UNEF, membre du PSU<sup>4</sup>), Alain Geismar (secrétaire général du SNE-Sup qui sera un fondateur de la «Gauche Prolétarienne» maoïste, Daniel Cohn-Bendit membre alors du groupe anarchiste «Noir et Rouge» et également du «Mouvement du 22 mars»). Le lendemain, il y a 45.000 manifestant-es, dont un certain nombre livre bataille contre la police, boulevard Raspail après minuit, et ce, malgré la dispersion ordonnée par l'UNEF.

Le 8 mai, le Conseil des ministres maintient une position dure malgré des propos plutôt apaisants du ministre de l'éducation nationale, Alain Peyrefitte. Mais la «crise universitaire» touche désormais toutes les universités.

30.000 étudiant-es se rassemblent à la Halle aux vins à Paris (faculté des Sciences); les membres de la CGT, à la tribune du meeting, se font siffler. Une manifestation se forme vers 22h; le service d'ordre de l'UNEF empêche les manifestant-es les plus décidé-es d'affronter la

police. Ces derniers parlent de «trahison», terme d'autant plus justifié que des négociations ont eu lieu dans l'ombre, se soldant par la promesse gouvernementale de réouverture des facultés et la «libération» de la Sorbonne si la journée «se passe bien»...

Ainsi le 9, le recteur, selon l'accord conclu avec l'UNEF et le SNE-Sup, annonce la reprise des cours à Nanterre et à la Sorbonne. Des milliers de manifestant·es se rassemblent boulevard St Michel et mettent en accusation les «leaders» syndicaux (en particulier Geismar et Sauvageot). En effet, la Sorbonne est toujours aux mains des flics. Geismar fait amende honorable! Aragon, stalinien non repent et «patriote professionnel», est pris à partie, en particulier par Cohn-Bendit qui propose à 3000 étudiant·es de rejoindre le meeting de solidarité internationale de la JCR<sup>5</sup> qui se tient ce soir-là. Cela a pour conséquence d'éviter la bataille avec les flics venus en très grand nombre. Une manifestation est prévue pour le lendemain, décision confortée par le refus catégorique ministériel de rouvrir la Sorbonne.

Le 10 mai au matin, réouverture de Nanterre et ... grève des professeurs du SNESup. Dans l'après-midi, plus de 20.000 personnes se retrouvent place Denfert-Rochereau; décision: se rendre à l'ORTF<sup>6</sup> en passant par la prison de la Santé et le ministère de la «Justice». Tous les ponts de la Seine étant tenus par la police, les manifestant·es décident d'occuper le Quartier latin. Malgré, une fois encore, l'opposition de l'UNEF, des barricades sont spontanément érigées (une soixantaine). En pleine nuit et pendant 4 heures, les barricadiers, dont une forte proportion d'anarchistes (souligné par René Viénet<sup>7</sup>), de nombreuses filles, des centaines d'ouvriers, «bien moins d'une moitié d'étudiant·es», de nombreux lycéen·nes, beaucoup d'étranger·es, des «blousons noirs»..., cerné·es par les flics vont résister

aux assauts policiers d'une rare brutalité. Les révolutionnaires de tous horizons sont présent·es; drapeaux noirs et drapeaux rouges éclairent les pavés entassés, tandis que nombre d'habitant·es du quartier portent assistance aux émeutier·es. On relève des centaines de blessé·es dans les deux camps. La répression policière est spectaculaire. Ce sera la *Nuit des Barricades*, l'émeute est devenue insurrection. Dans le pays c'est un choc considérable! L'info fait le tour du monde...

Le 11 mai, le Quartier latin est le théâtre de rassemblements spontanés de lycéen·nes, ouvrier·es, étudiant·es. La grève s'étend à presque tous les lycées et facultés en province et des occupations ont lieu à Bordeaux, Strasbourg, Lyon, Nantes (déjà dès la fin 1967, dans cette ville les étudiant·es radicaux/ales après avoir «pris la section locale de l'UNEF», supprimé le «bureau d'aide psychologique universitaire», organisé «à plusieurs reprises l'invasion des résidences universitaires, les garçons chez les filles, puis la réciproque»<sup>8</sup>, avaient occupé le rectorat, participé à des émeutes, occupé à 1500 le «palais de justice de Nantes, pavoisé pour l'occasion de drapeaux noirs et de drapeaux rouges»<sup>8</sup>...).

Pompidou, alors Premier ministre, revient d'un voyage en Afghanistan et ne peut que reconnaître que l'Etat et son gouvernement viennent de perdre la bataille; les étudiants condamnés seront libérés, La Sorbonne rouverte et le Quartier latin évacué par la police le 13 mai.

Tandis qu'en province des petits groupes réactionnaires s'opposent à la grève avant le 13 mai, que des contradictions apparaissent dans les syndicats (CFDT, UNEF, SNESup), le mouvement prend de l'ampleur grâce à l'action des éléments radicaux (facultés de Sciences et de Lettres étant dans la quasi-totalité à l'initiative des luttes); la grève est effective véri-

tablement à partir du 9 mai avec pour principal mot d'ordre: «Halte à la répression», même si dans les lycées, elle commence à s'organiser dès le 6 sur des bases autonomes (formation des CAL<sup>9</sup>).

Le «Conseil Etudiant» de l'université de Strasbourg élu en assemblée générale, en dehors de toute organisation syndicale, est un exemple de démocratie directe. Il proclamera l'autonomie de l'Université; niant de fait toute autorité de l'Etat au sein du campus universitaire et pendant plus d'un mois les étudiant·es imposeront cette «ligne» constituant un symbole national extraordinaire pour les autres universités.

Dans les lycées, des «cahiers de doléances» circulent. Partout l'enseignement magistral est remis en cause ainsi que la discipline rigide; l'administration est contestée, la répression n'est plus supportée et la liberté d'expression politique revendiquée ainsi que la participation directe aux affaires scolaires... Signalons que dans les lycées techniques, en province comme à Paris, le mouvement a la même ampleur (sinon davantage) que dans les lycées d'enseignement général (exemple en Moselle avec 99% de grévistes le 8 mai dans ces établissements).

Concernant les syndicats ouvriers dits représentatifs, au début des «événements», la CFDT est embarrassée par le désaveu du SGEN<sup>10</sup> du mouvement «étudiant» du 4 mai, le syndicat Force Ouvrière reste «apolitique», tandis que la CGT, à l'instar du PCF, tient le type de propos que nous avons déjà évoqués.

C'est à partir du 8 mai qu'une évolution se dessine: L'Union Régionale-CFDT Paris déclare approuver les revendications étudiantes, la CGT, La CFDT (en tant que confédérations) et la Fédération de l'Education Nationale (FEN) protestent contre la violence policière et acceptent une rencontre avec l'UNEF. Cette dernière entend conserver sa liberté et, finalement, après un communiqué commun demandant l'immunité des manifestants condamnés et le respect des libertés syndicales et politiques, des manifestations sont décidées à l'échelle nationale pour le 14 mai; cette décision sera remplacée par celle d'une journée de grève générale le 13 mai.

Il convient de préciser que sur le terrain, à la base, cette «unité étudiants-ouvriers», est largement passée dans les faits, en particulier dans l'Ouest et en Bretagne mais aussi à St-Etienne et dans le Nord.

A Toulouse, le «Mouvement du 25 avril» à l'initiative de la grève étudiante s'oppose bruyamment aux «bureaucrates» de la CGT,

CFDT, SGEN, FEN et UNEF. A Marseille, le 11 mai, des dizaines de milliers de manifestant·es réalisent l'unité «manuels-intellectuels», jeunes et adultes plus âgés; une banderole «CRS-SS» est fixée sur la façade de l'hôtel de ville.

Le 13 mai, la grève générale est un succès relatif d'un point de vue numérique; par contre elle est un réel succès politique et en termes de manifestations: à Paris, près d'un million de manifestant·es, 50.000 à Toulouse, idem à Marseille, 40.000 à Lyon, 20.000 à Nantes et au Mans... De Gaulle est conspué, les manifestant·es exigent son départ. De longs affrontements ont lieu avec la police à Nantes, Clermont-Ferrand et au Mans où les préfectures sont attaquées. A Caen, les étudiant·es sont bloqué·es par le service d'ordre de la CGT. De fait, d'une manière générale, les relations entre étudiant·es révolté·es et les responsables de ce syndicat ne s'améliorent pas...

Le 14 mai, la Sorbonne est occupée par les éléments les plus radicaux. Le «Comité d'Occupation de la Sorbonne» est organisé par le «Comité Enragés - Internationale Situationniste» (15 élus révocables à tout moment); il appelle à l'occupation des usines par les travailleurs et à la création de conseils ouvriers. Un florilège des plus belles phrases de mai, issues des écrits des Situationnistes, décoreront les murs. Fuyant les magouilles groupusculaires et les «récupérateurs», Enragés et Situationnistes créeront le CMDO (Comité pour le Maintien Des Occupations) qui s'installera à l'Institut pédagogique. Le théâtre de l'Odéon sera également occupé et les Beaux-arts deviendront atelier populaire de création (bientôt célèbre grâce à ses affiches!).

Collectif Libertaire  
Marius Jacob\*

\*Le début de cet article avait été attribué par erreur le mois dernier à Siete Nubes. Il s'agit en fait d'une brochure du Collectif Libertaire Marius Jacob, parue sur <infokiosques.net>.

## ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande .... N° à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse

Nom: .....

Adresse: .....

Pays: .....

Profession/Organisation: .....

Tel.: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: Forum Civique Européen, PC 40-8523-5  
St Johanns-Vorstadt 13, CH-4001 Basel. Libellé: Archipel  
Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier, F-04300, Limans

1. L'Union Nationale des Etudiants de France était une organisation étudiante proche du Parti Communiste Français, fondée en 1907.

2. Mouvement étudiant français, antiautoritaire et d'inspiration libertaire, fondé dans la nuit du vendredi 22 mars 1968 à la faculté de Nanterre.

3. Syndicat National de l'Enseignement Supérieur.

4. Parti Socialiste Unifié, à gauche de la gauche institutionnelle, proche du syndicat CFDT, «autogestionnaire», fondé en 1960, auto-dissous en 1989.

5. Jeunesse Communiste Révolutionnaire, d'obédience trotskyste.

6. Office de Radio-Télévision Française.

7. René Viénet, *Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations*, Gallimard, 1968, Collection Témoins.

8. René Viénet *op. cit.*

9. Comités d'Action Lycéens.

10. Syndicat Général de l'Education Nationale. Comme la CFDT, ce syndicat est issu de la Confédération Française de Syndicats Chrétiens, déconfectionné en 1964, à l'initiative de la tendance *Reconstruction*.